

International conference “Youth and the Global South: Religion, Politics and the Making of Youth in Africa, Asia and the Middle East”  
Dakar, Senegal, 13 - 15 October 2006.

**Les jeunes patrons du crime organisé et de la contestation politique aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad<sup>1</sup>**

**Saïbou Issa**

Université de Ngaoundéré  
CAMEROUN

**Résumé :** Cette contribution étudie dans un premier temps, le processus de constitution et de maturation des bandes armées composées exclusivement de jeunes, dans un espace où sévit de façon endémique le banditisme rural, urbain et transfrontalier. L'étude s'intéresse particulièrement à l'itinéraire des jeunes chefs de gangs, à leur ancrage local et sous-régional, à leur discours et à leur mode d'exercice de l'autorité au sein de leur équipe. Se situant dans une perspective historique, l'étude verra les permanences et les mutations. Dans un second temps, on s'adressera aux jeunes harangueurs de foules, locomotives de « casseurs » et autres engagés politiques précoces du début des années 1990, pour comprendre leurs motivations et ce qu'ils sont devenus. Dans l'ensemble, cette contribution étudie le leadership jeune et ses modalités d'instrumentalisation du désordre dans un contexte d'insécurité récurrente et de transition politique confuse, favorable à la rentabilisation de l'audace. Combinant l'approche biographique et l'analyse historico-systémique, le travail est basé sur les sources orales, la presse et les archives des services pénitentiaires, judiciaires et policiers collectées dans les centres urbains et dans les zones frontalières de la zone d'étude.

**Mots clés :** Jeunes – gangs – leadership – politique – Cameroun - Tchad

**Abstract :** *this paper examines the process by which an armed gang composed mainly of youth is constituted and grows to maturity in a spatial context in which rural, urban and transborder banditry is endemic. The work focuses particularly on the itinerary of young gang leaders, their local and subregional rootedness, their discourse and mode of exercising authority within the group. Taking recourse to a historical perspective, the study will examine permanent and transformative conditions. Furthermore, the paper focuses on youth mob action, locomotive of « brakers » and other politically committed groups latent in the beginning of the 1990s in order to understand their motivations and what has become of them. On the whole, this paper examines youth leadership and its modalities of instrumentalising disorder within a context of recurrent insecurity and of confusive political transition which tends to favor the profitability of audacity. Combining the biographical approach and the historico-systemic analysis, the work is based on oral sources, press and penitentiary, police and judicial archives collected in the urban centers and frontier zones of the field of study.*

*Key words:* youth – gangs – leadership – politics – Cameroon – Chad

---

<sup>1</sup> Les recherches ayant permis de rédiger ce texte bénéficient de la bourse de recherche approfondie du CODESRIA.

## Introduction

Dans le contexte du parti unique, l'âge était en lui-même un mérite, car la mobilité sociale précoce et/ou roturière avait peu de chance de se frayer un chemin dans un univers étatique marqué par la reproduction des classes. La haute administration participait d'un Etat camaraderesque, héritier de la montée ensemble des pères fondateurs, héros des luttes de libération, bénéficiaires des fruits de l'indépendance, souvent promoteurs d'oligarchies familiales, résolument déterminés à perpétuer leurs privilèges. La plupart de ces patrons politiques étaient là depuis trois décennies, ils étaient jeunes, voire très jeunes au moment où ils assumèrent les charges de l'administration coloniale crépusculaire. Au Nord-Cameroun, on les appelait « Jeunes Turcs » par opposition à l'aristocratie traditionnelle des Lamibe et autres Sultans partisans de la fermeture de la « parenthèse coloniale ». Ahmadou Ahidjo et ses compagnons étaient nés dans les années 1920 et 1930. Le Président, ses ministres et le reste de la haute fonction publique camerounaise étaient trentenaires. Les Préfets venaient à peine d'atteindre leur majorité. Par la suite, lorsqu'Ahmadou Ahidjo céda le pouvoir à Paul Biya en 1982, les « barons » de l'ancien régime pour la plupart « expérimentés » mais peu diplômés, eurent maille à partir, au sein du parti unique du Rassemblement Démocratique du peuple Camerounais (RDPC) avec les rénovateurs. Un esprit de révolution-rajeunissement animait l'entourage du nouveau Chef de l'Etat camerounais. Le Tchad quant à lui vivait au rythme des rébellions depuis 1966. C'est à l'initiative de jeunes gens du Nord tchadien formés dans les pays arabes, que naquit la contestation du régime de François Tombalbaye, un régime à la tête d'un Etat dont les structures basées sur l'héritage colonial français, ne reconnaissaient pas les diplômés arabes. Cette situation ajoutée aux clivages anciens entre le Nord et le Sud du pays, à la sous-scolarisation et donc à l'absence de perspectives d'accès aux sources étatiques de mobilité sociale, fait de la jeunesse nordiste un vivier pour le recrutement de troupes rebelles. En Centrafrique, c'est la répression de la contestation scolaire qui entama le discrédit du pouvoir impérial de Bokassa Ier, lui valant l'une des rares enquêtes de violation des droits de l'homme de l'ère du parti unique en Afrique.

C'est donc dire que la jeunesse, voire les enfants, s'impliqua précocement dans les débats politiques nationaux. C'était alors une jeunesse lettrée dont les fortunes furent diverses selon les pays. Si d'aucuns finirent par assumer les hautes charges de l'Etat, c'était parfois pour instaurer des régimes liberticides et népotistes dans lesquels la répression, la cooptation et la reproduction des classes l'emportaient sur la prévision, le primat du mérite et l'émergence de nouveaux acteurs sociaux. La crise économique acheva de verrouiller les trajectoires intellectuelles de mobilité sociale, laissant sur le bord de la rue de milliers de jeunes gens en attente. Des jeunes qui attendent dans l'ennui, le vice et le besoin. Des jeunes qui attendent dans la débrouillardise ou dans les amphithéâtres pléthoriques des universités, survivant au rythme du paiement d'une discriminatoire bourse de subsistance. La démocratisation de l'accès à l'audiovisuel à la fin des années 1990 permit à ces jeunes de dilater leur horizon mental jusque-là limité aux confins ringards d'un état gérontocratique. Le contexte trouble de l'ouverture démocratique fut l'occasion pour chacun de tenter sa chance, à sa manière, notamment en investissant son seul capital, la fougue de sa jeune ardeur, dans la contestation politique ou dans le crime organisé.

Dans l'épistémologie de la jeunesse africaine de ces années effervescentes, la clameur de la rue, l'incendie des édifices publics et la prolifération des bandes armées de jeunes agresseurs sont surtout analysés sous le prisme du courroux revanchard d'une jeunesse sacrifiée, dont la capacité de trouver des alternatives est brouillée par les nuages d'un avenir incertain. Violence dans la rue et violence sur la route traduisent alors le mal de sociétés quotidiennes, c'est-à-dire sans projet des lendemains. Je conteste cette lecture résolument épidermique du comportement des jeunes présentés comme irresponsables, manipulés par les acteurs politiques. Je dis que les jeunes leaders

de la contestation et les chefs de bandes armées de coupeurs de routes transfrontaliers agissent plus qu'ils ne réagissent, instrumentalisent les carences d'un Etat édenté. Ils font preuve d'agence. Comme l'écrit Jon Abbink à propos de l'*agency approach* des problèmes de la jeunesse, « it is useful to sensitize us to the fact that social structure is an interactive whole where the actions of individuals and minor groups play a role and 'realize' as well as transform structures. Youths are neither universally manipulated nor passive actors in a world designed by others but individuals who are trying to chart their own course. The dynamics of collective movements is incomplete without a realist perspective on individual agency and emergent forms of action »<sup>2</sup>.

Aussi, cette contribution étudie-t-elle le leadership jeune et ses modalités d'instrumentalisation du désordre dans un contexte d'insécurité récurrente et de transition politique confuse, favorable à la rentabilisation de l'audace. Mais plutôt que d'enrichir des problématiques qui passent pour classiques relativement aux ressorts de la violence des jeunes, perçue sous le prisme de l'instrumentalisation et de la réaction à leur marginalisation, je propose ici une lecture socio-historique qui soutient l'hypothèse selon laquelle quelle que soit son intensité, le crime est une « violence ordinaire » dont le contexte du moment et non le besoin du moment détermine les modalités. Sans forcer sur le déterminisme historique ou créditer la théorie lombrosienne du criminel né, il importe de considérer l'économie de gang, en l'occurrence celle du gang rural, dans un rapport étroit avec le conditionnement d'un milieu socio-historique laudateur de l'audace et des brigands, satirique de la couardise et des voleurs. Cette étude s'intéresse particulièrement à l'itinéraire des jeunes chefs de gangs, à leur ancrage local et sous-régional, à leur discours et à leur mode d'exercice de l'autorité au sein de leur équipe. Elle suit ensuite l'itinéraire de jeunes acteurs politiques dans un contexte de césure historique favorable à la récolte de dividendes de l'engagement politique.

### **Les voies criminelles de l'affirmation et de la contestation : sous le prisme de l'audace**

Dans les années 1970, alors écoliers dans un village de la plaine du Diamaré au Nord-Cameroun, mes camarades et moi-même avions coutume d'assister au transfert de malfaiteurs vers Maroua, lieu où ils étaient jugés et parfois fusillés sur la place publique. Appréhendés dans les *yaérés* (zones de pâturages) de Guirvidig, de Moulvoudaye ou à proximité de la frontière entre le Cameroun et le Tchad, des grandes figures du banditisme rural et transfrontalier défilèrent devant nos regards curieux. Un de ces jours, ce fut le tour de Moussa Birim Birim. La trentaine, souriant malgré un grand bandeau sur la tête et une grosse entaille encore sanguinolente à la joue, l'homme maugréait, et des sons qui émanaient de sa voix défaite, l'on percevait du « c'est moi Moussa Birim Birim ». Mais autant dire « c'est moi Moussa Bilali, naguère Birim Birim », car le célèbre chef de gang redouté et populaire avait cédé la place à une humanité morbide, sale, loqueteuse, à la plante des pieds crevassés. Les gendarmes escortant l'ex-chef de gang et deux de ses compagnons des temps fastes semblaient s'enorgueillir de ce renversement d'image où, pour une des rares fois, le gendarme était le héros et le bandit le honteux.

C'est dans cette confrontation dans les représentations populaires que gendarme et bandit trouvaient la sécurité, voire la raison d'être de leur métier. A force de courir souvent vainement derrière les bandits ruraux, les goumiers et les gendarmes en avaient attrapé une réputation d'incapacité et de lâcheté, tandis que la longévité corrélative des bandits leur valait le respect et suscitait des vocations parmi les jeunes. On peut à juste titre parler de vocations, car la quasi-totalité des chefs de bande étaient des multirécidivistes qui avaient derrière eux une longue carrière commencée à la fin de l'adolescence et qui, la trentaine atteinte, déroulait une litanie d'attaques, de meurtres, de délocalisations, d'emprisonnements et d'évasions.

---

<sup>2</sup> Jon Abbink and Ineke van Kessel (eds), *Vanguard or Vandals. Youth, Politics and Conflict in Africa*, Leiden/Boston, Brill, 2005, p. 9.

Parce qu'ils vivaient des vols, le brigandage était un métier, une carrière qu'ils avaient embrassée tout jeunes, par cooptation. Dans les navettes qu'ils faisaient entre la brousse et la prison, ils avaient eu le temps et l'opportunité de faire des rencontres, de se faire recruter avant de recruter eux-mêmes pour constituer leur propre gang. Le gangstérisme rural a eu ses pères fondateurs généralement sortis des prisons coloniales. Abattus en brousse ou devant le peloton d'exécution, leurs héritiers ont perpétué l'activité ; le principal lieutenant reprenait souvent le leadership du groupe ou alors, par scissiparité, plusieurs groupes naissaient sur les cendres de la bande originelle. C'est dans ce sens que tirant les leçons de trois décennies de tentatives de démantèlement des bandes rurales dans le Nord-Cameroun, un administrateur écrit :

Les manifestations, la formation même de ces bandes sont sporadiques. On peut examiner un peu plus en détail les conditions de leur existence (...) Il faut d'abord un Chef, et celui-là se trouve un jour désigné par quelque hasard malheureux, ayant commis un meurtre qui en entraîne d'autres, lié par le devoir de vendetta ou pourchassé. Son renom s'étend vite, autour de lui se groupent des gens qui jusque là n'étaient que de simples voleurs. L'audace croît avec le nombre et le jour vient où la bande est connue comme telle et ne vit plus que de brigandage, parcourant une zone déterminée, toujours à cheval sur quelque frontière.<sup>3</sup>

Mais quelle est la source dont partait l'initiative de verser dans l'agression à main armée ? Comment se faisaient les recrutements ? Quelle est la source à laquelle s'abreuve ce gangstérisme antérieur à la colonisation et qui perdure en dépit de l'amélioration et de l'intensification de la répression ? Les motivations des jeunes ruraux des abords sud du Lac Tchad à embrasser une carrière criminelle ne sont pas toujours les mêmes, du moins comportent quelques nuances par rapport aux expériences européennes et américaines. Dans ces contrées, la violence et les vols commis par les adolescents sont généralement expliqués par une lecture générationnelle, car, en un mot, c'est de leur âge. On le voit chez Franklin E. Zimring qui résume en peu de mots ce qui est admis, à savoir que « the « well-known secret » is this : adolescents commit crime, as they live their lives, in groups ».<sup>4</sup> Une telle lecture de la délinquance juvénile confine le fait criminel à un rôle quasi-initiatique. Toutefois, comparativement aux adolescents de nombre de sociétés traditionnelles africaines dans lesquelles cette violence initiatique est codifiée comme on le verra dans la suite, la délinquance juvénile en Occident paraît plutôt essentiellement urbaine et contextuelle. Les carrières criminelles ne procèdent pas nécessairement de la maturation des jeunes délinquants, mais davantage d'une économie du crime dans laquelle c'est davantage la rentabilité de l'économie illégale que le conditionnement du milieu historique qui détermine le mode de vie des gangsters.

Par ailleurs, les modalités de constitution des gangs juvéniles, les motivations des membres et le choix des victimes diffèrent de l'Occident à l'Afrique et en particulier au bassin tchadien pour ce qui nous concerne dans cette étude. Pour ce qui est des Etats-Unis et de l'Europe, nombre d'études montrent que les gangs juvéniles se constituent sur la base des affinités de voisinage, pour la protection du quartier ou du secteur contre les incursions des gangs d'autres quartiers. Les adolescents y adhèrent surtout par effet d'entraînement ou pour y acquérir le respect de leur classe d'âge. Comme le remarque Christian Pfeiffer à propos de la recrudescence de la délinquance juvénile en Europe à partir des années 1980, « the increase of violence perpetrated by juveniles has chiefly been aimed at people of their own age or younger. Male youths and young adults especially now run a much higher risk of being victims of violence, while the risk to the adult population has grown only slightly, or not at all ».<sup>5</sup> La délinquance criminalisante qui conduit à une carrière de bandit rural ou transfrontalier comporte une autre éthique que celle de la discrimination des cibles, car plus la victime est redoutable, plus

---

<sup>3</sup> Archives Nationales de Yaoundé (ANY) 1752/C, Note sur le banditisme au Nord-Cameroun, 1952.

<sup>4</sup> Franklin E. Zimring, « Kids, groups and crime: some implications of a well-known secret », *The Journal of Criminal Law and Criminology*, 72-3, 1981, p. 867.

<sup>5</sup> Christian Pfeiffer, « Juvenile crime and violence in Europe », *Crime and Justice*, 23, 1998, pp. 256-257.

le jeune délinquant a des chances d'étoffer son pedigree dans la perspective de mériter la main d'une jeune fille convoitée ou de rejoindre une bande professionnelle. Dans ce sens, les cicatrices sur le corps, au besoin grandes et nombreuses, valent attestation de bravoure, voire de témérité dans la mesure où elles traduisent une confrontation avec plus fort que soit. Aussi, la vie des gangs de jeunes comporte-t-elle aussi bien une dimension ludique qu'un aspect initiatique auquel la société confère un rôle de formation à la survie dans un environnement dangereux. Il en est ainsi des sociétés de la vallée du Logone tout comme de la plupart des sociétés pastorales ; vol, bravoure et formation à la survie y sont souvent imbriqués à condition que l'acte soit commis contre l'étranger, au besoin au détriment d'un adversaire de la communauté, de préférence plus fort, car à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire.<sup>6</sup>

Les conditions d'appartenance aux gangs de jeunes et la vie intérieure de ces gangs pose la question des hiérarchies et des règles. Ce qui se traduit autrement par la question de savoir si ces gangs relèvent d'une association structurelle de jeunes obéissant à un leadership régentant la discipline et planifiant les activités pour attester d'une structure de crime organisé, ou s'il s'agit en revanche d'associations conjoncturelles dans lesquelles chacun fait en substance ce qu'il veut. Scott H. Decker et G. David Curry défendent la seconde hypothèse dans la mesure où l'adolescent se comporte conformément à son âge qui est celui de l'indiscipline. Ici, c'est davantage le désir d'impressionner les filles, de se donner un « statut », de forcer le « respect » et de meubler le temps qui pousse à rejoindre un gang généralement constitué d'amis : « gang membership resembles friendship cliques rather a highly organized group with a strong commitment to the pursuit of common goals ».<sup>7</sup> Decker et Curry remettent en question la présence de leaders avec statut permanent dans les gangs en général et pour ce qui concerne les gangs de jeunes, « such leaders are even less likely to be found ». Et de conclure : « it is clear, however, that substantial differences regarding the presence of leaders, rules, roles, and meeting within the gang did not exist between these groups and older gang members based on the results of earlier research ».<sup>8</sup> Ce constat signifie qu'on devrait plus parler de bandes que de gangs, en même temps qu'on devrait s'interroger sur le devenir des membres de la bande relativement à leur maturation et à la possibilité qu'ils évoluent vers la constitution d'équipes professionnelles.

La carrière criminelle pose la question de la spécialisation ; comme le médecin généraliste et le spécialiste, le bandit qui mûrit dans un type d'activité criminelle bien précis a davantage de perspectives de développer des compétences que celui qui s'essaie à plusieurs modalités du crime. En effet, la spécialisation prédispose à la récidive, l'emprisonnement et le développement d'une carrière. La plupart des criminologues estiment que les données ne permettent pas de sous-tendre une base empirique consistante pour créditer la thèse de la spécialisation. La spécialisation est définie comme « any increased likelihood in a violent conviction given a previous violent conviction ». Il apparaît clairement, selon diverses études que « robbers do, in fact, commit a wide array of crimes, but compared to other criminal offenders, they are much more likely to engage in the highest amount of robbery...not only, does an instant robbery offense significantly predict a subsequent violent recidivism crime, it also predicts a subsequent incarceration period for robbery».

Theoretically, the further an individual is pushed into the criminal justice system, the quicker and more likely his/her subsequent recidivism offense is to occur. Since many inmates are released into a social environment in which a street culture proliferates, and structural opportunities for employment are low, the situational climate for recidivism is ripe. This is largely due to the fact that parolees generally suspend their identity while in prison only to return to this identity and

---

<sup>6</sup> Sur cette question, voir Saibou Issa et Hamadou Adama, « Vol et relations entre Peuls et Guiziga dans la plaine du Diamaré au Nord-Cameroun », *Cahiers d'Etudes Africaines*, 166, 2002.

<sup>7</sup> Scott H. Decker and G. David Curry, « Addressing key features of gang membership. Measuring the involvement of young members », *Journal of Criminal Justice*, 28, 2000, p. 476.

<sup>8</sup> *Ibid.*, pp. 477, 481.

lifestyle which is most salient upon release. Consequently, robbery begets robbery when access to money is tight and the lifestyle associated with the street culture is strong.<sup>9</sup>

Mes travaux précédents montrent comment les navettes entre la prison et la brousse entretiennent la vie des gangs dans le banditisme de grand chemin dans le bassin du Lac Tchad, contribuent à la professionnalisation des bandes, génèrent des leaders vers lesquels convergent les évadés de prison et autres repris de justice en quête d'emploi.<sup>10</sup> A ce propos, les archives coloniales, celles de la gendarmerie et les témoignages d'anciens membres de gangs foisonnent d'informations sur le mode de recrutement, la division du travail, la vie des bandes ainsi que le profil des chefs de gangs. Il est clair que dans le cas d'espèce, on a affaire au crime organisé dans la mesure où les gangs sont des associations structurelles qui vivent pour l'essentiel du vol, recrutent, donnent lieu à une ascension par la prise progressive de responsabilités accrues, obéissent aux instructions d'un leader connu et reconnu. Cette reconnaissance attire les chercheurs d'emploi, car réputation rime avec longévité, cette dernière implique de solides complicités et une complicité de taille donne lieu à des protections, des refuges, des informations sur les mouvements de la gendarmerie. Dès lors, comme l'affirme le bandit Abdoulaye Kaidal, le vol est un métier, la prison une prise d'élan, confirmant ainsi qu'en prison, le bandit ne fait que suspendre son identité à laquelle il revient à la fin de l'incarcération : « Lorsque j'ai été arrêté en 1956, j'étais dans la bande de voleurs commandée par Sali Dandi depuis plus de cinq années. A ma sortie de prison, je me suis remis à la disposition de mon chef Sali Dandi. Notre équipe au nombre de huit, a toujours été la même. »<sup>11</sup>

Avant de devenir chef de bande, Moussa Birim Birim comme tous ses homologues est passé par la prison dont il s'est évadé avant de rejoindre la bande à Mana Balewa où il gravit les échelons de sa carrière de bandit : « Mana Balewa s'est évadé de la Maison d'Arrêt de Maroua. Il en est de même de Sali Nassourou qui est au village de Merem depuis son évasion de la Maison d'Arrêt de Maroua. A ces deux bandits, le nommé Moussa Bilali dit Moussa Birim Birim évadé lui aussi est venu dans la bande nous rejoindre ainsi que plusieurs autres individus de ce genre. »<sup>12</sup> L'analyse des biographies de ces hommes montre que la plupart adhèrent au banditisme à la fleur de l'âge, généralement entre 18 et 22 ans et meurent avant l'âge de 35 ans. A 25 ans, ils sont leaders de leur propre gang soit par sécession d'avec l'équipe d'origine, soit après la mort du chef de bande. L'évocation de cette période intermédiaire permet de dégager la filiation historique entre les jeunes bandits d'avant la colonisation et ceux postérieurs à l'indépendance.

Ainsi, bien d'auteurs, à l'instar de Jean Chapelle pour les Toubou du Tchad septentrional<sup>13</sup> ou Jean-Claude Zeltner<sup>14</sup> pour les Arabes Cho'a du Nord-Cameroun, ont montré l'ancrage socioculturel du vol dans les mœurs des populations, en montrant néanmoins qu'il ne s'agit nullement de cleptomanie. Chez les jeunes en particulier, le vol avait peu de sens s'il se réduisait à subtiliser le bien d'autrui, il fallait qu'il soit un acte de guerre, car le vol valorisant doit être audacieux. C'est ainsi qu'à l'instar des rezzous de longue distance qui donnèrent du fil à retordre aux méharistes sahariens dans le contexte de la pénétration coloniale française, les bandes de jeunes massa ou mousgoum s'éloignaient du voisinage pour mener des expéditions de vol dans

---

<sup>9</sup> Shawn L. Schwaner, « "Stick'em up, buddy". Robbery, lifestyle and specialization within a cohort of parolees », *Journal of Criminal Justice*, 28, 2000, pp. 371-372, 381.

<sup>10</sup> Voir Saibou Issa, « *Sonngoobe*, bandits justiciers dans la plaine du Diamaré au Nord-Cameroun sous l'administration française », *Ngaoundéré Anthropos*, vol III, 2001 ; « L'embuscade sur les routes des abords sud du Lac Tchad », *Politique africaine*, 94, 2004.

<sup>11</sup> Archives Provinciales de Maroua (APM), Z.1955.II/2.1, Kaélé. Gendarmerie nationale, banditisme et sécurité, vols et autres crimes, Kaélé, 1955. Brigade de Maroua, Procès verbal d'arrestation d'Abdoulaye Kaidal, n° 846 du 12 octobre 1959.

<sup>12</sup> Ibid., Brigade de Maroua, fiche de renseignements n° 24/4 du 22 août 1960.

<sup>13</sup> Jean Chapelle, *Nomades noirs du Sahara*, Paris, Plon, 1957.

<sup>14</sup> Jean-Claude Zeltner, « Histoire des Arabes sur les rives du Lac Tchad », *Annales de l'Université d'Abidjan*, série F.2-2.

des contrées lointaines et ramenaient un butin qui rehaussait leur statut au sein de la communauté. Un exemple de bande est celui des *Mayni Azanga*, littéralement « les compagnons d'Azanga » en pays mousgoum du Nord-Cameroun. Dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, cette bande de jeunes robustes, audacieux et agressifs fidèles à Azanga firent la loi dans la vallée du Logone. De ce groupe émergea Zigla qui, par la suite, mêla razzias et résistance à la pénétration coloniale allemande aux abords sud du Lac Tchad, devenant le plus célèbre chef de gang de son époque. Héritiers ou émules de ces figures précoloniales, les chefs de bande de la période coloniale semblent s'être inscrits dans une logique de continuité, « améliorant » les modalités d'action au gré de l'évolution des modalités de la répression. Les coupeurs de route d'aujourd'hui, à qui on est fondé de dénier tout idéal chevaleresque dans les motivations de leurs actes, s'inscrivent dans une logique de continuité, tout au moins parce qu'ils exploitent le même environnement géographique et tirent partie du mutisme des populations, mutisme qui, historiquement, constitue l'un des facteurs explicatifs de l'impunité dont ont souvent joui les bandits.

Le mutisme des populations est certes dû à la peur des représailles et de la dénonciation puisque les voleurs étaient ce qu'il y avait de commun dans les villages, mais se limiter à ces paramètres serait réducteur. Les jeunes qui se constituent en bande ou adhèrent à des bandes existantes, viennent souvent de milieux dans lesquels la société tolère les actes virils, les valorise en tant que modes d'affirmation. Il est indéniable que les conditions socio-économiques jouent et jouent encore un rôle essentiel dans l'explication de l'économie du banditisme rural. Cependant, ce sont des conditions socio-économiques qui s'inscrivent dans la longue durée d'un environnement écologique et de rencontres historiques auxquelles les sociétés ont trouvé des réponses compatibles avec la gestion d'une économie de rareté et de soudure, d'un environnement belliqueux qui ont fait émerger et s'enraciner une mentalité de résistance, une culture de l'audace. Si dans les cités occidentales l'adhésion aux gangs de rue est principalement dû au souci de « tuer le temps » et de se faire respecter et voir par les filles pour une période donnée qui prend généralement fin avec la fin de l'adolescence, les jeunes des zones rurales du bassin tchadien qui s'impliquent dans les manifestations belliqueuses ont en revanche un souci d'histoire. « La jeunesse c'est quoi ? », me questionna Hadilou, un des acteurs connus du banditisme rural dans la plaine du Diamaré à la fin des années 1950. J'eus droit à une épistémologie doublée d'une conceptualisation de la notion mise en rapport avec la problématique de l'émergence et de la réputation des jeunes chefs gangs.

Pour être un chef de gang de grande renommée, connu au-delà des limites de ton ethnie et de la chefferie dans laquelle tu es né, il faut avoir commencé très tôt. Il faut forcer le respect de telle sorte que les petits viennent vers toi. On ne devient mécanicien sans être apprenti. C'est comme le chauffeur et le *motorboy*. On ne devient pas grand sans avoir été un grand petit. Les voleurs (*wuybe*) d'aujourd'hui sont des affamés qui volent n'importe quoi pour manger ou résoudre un problème. Les bandits (*digal'en*) de mon époque vivaient dangereusement, arrachaient les biens des usagers de la route car c'est comme ça leur vie. Ils sont des arracheurs (*japtobe*) tandis que ceux d'aujourd'hui sont surtout des tueurs (*waroobe*). A notre époque, le renom (*innde*) était très important, aujourd'hui c'est plutôt dangereux parce que les voleurs sont moins courageux et moins rusés que les soldats. Alors il ne suffisait pas d'avoir vingt ans, d'être robuste pour devenir bandit. Les jeunes qui devenaient chefs de bande étaient véritablement des jeunes au sens valorisant du terme (*suka'en*), je ne dis pas des jeunes simplement dans le sens de différents des adultes (*derke'en*).<sup>15</sup>

Comme pour faire un commentaire de texte, mon interlocuteur établit la différence entre le banditisme des *suka'en* et le vol des *derke'en*. Littéralement, le mot *sukaajo* signifie indistinctement jeune ou serviteur selon le contexte d'emploi.<sup>16</sup> *Sukaaku* ou jeunesse renvoie certes à une classe d'âge mais dans le fond, ce vocable renferme les attributs physiques et comportementaux permettant à un jeune homme de se distinguer, de faire la différence parmi ses

---

<sup>15</sup> Entretien, Maroua, mars 2005.

<sup>16</sup> Dominique Noye, Dictionnaire foulfouldé-français. Dialecte peul du Diamaré, Nord-Cameroun, Paris, Librairie Orientale Paul Geuthner S.A., 1989, p. 327.

pairs. Cette distinction peut s'obtenir à travers les joutes oratoires dans le cadre du *hiirde*, veillées nocturnes au cours desquelles les jeunes rivalisent d'élégance, de cadeaux et de déclarations enflammées pour gagner le cœur des filles. D'autres acquièrent le respect en imposant une image de grand berger transhumant. Ailleurs, c'est dans le rite initiatique de *gourouna* des Massa que la lutte traditionnelle permet de forcer le respect. Toujours est-il que quel que soit l'itinéraire par lequel commence la renommée, le *sukaaku* du jeune chef de bande doit renfermer un certain nombre de particularités et de modalités d'action : *sembe* (force ou résistance physique pour affronter les victimes au corps à corps si nécessaire, et imposer le respect aux membres de la bande à qui il arrivait de s'entretuer) ; *njamu* (la bonne santé pour être toujours d'attaque, maintenir la bande en activité et commander soi-même toutes les opérations), *sumsum* (la majesté, la dignité, surtout l'autorité sur les membres de la bande et pour laisser une image respectable aux victimes assiégées lors des raids sur des villages), *ngorgu* (audace, témérité, intrépidité), *yoyre* (ruse dans l'organisation des embuscades), *ngarol* (beauté, charme pour plaire aux femmes, maillon important des réseaux du banditisme rural). Ces attributs sont nécessairement propres aux jeunes gens puisque avec le temps, la plupart flétrissent. Si la qualité de chef doit être attractive (des chercheurs d'emploi dans le banditisme) et conservatrice (des membres du gang dans une association de longue durée), alors elle apparaît plus comme un don qu'une construction.

Aux jeunes chefs de bande de métier, s'opposent les « jeunes voleurs » dont les actes de banditisme en groupe sont dépréciés, comparables au désordre d'adolescents. Cette dépréciation ressort des caractéristiques attribuées aux « petits voleurs » qui sont accusés de faire du *haraka* (bruit inutile), *nderkaku* (enfantillage), *wonnuru* (gaspillage), *daakaareeku* (vie dissolue, libertinage, mauvaise conduite). Dès lors, ils sont exposés aux arrestations et à la raillerie populaire, car non seulement ils ne sont pas organisés mais encore ils ne peuvent pas bénéficier de la bienveillance des populations démunies puisqu'ils volent le menu fretin de ces déshérités. Ceux-là ne deviendront des bandits qu'après leur passage en prison où ils méditeront sur les erreurs du passé, rencontreront des personnes qui leur enseigneront le métier et les recommanderont à des chefs de bande de renom auprès de qui ils feront carrière.

Les jeunes d'ici et d'ailleurs qui s'engagent dans les activités violentes ne sont pas nécessairement des ouvriers instrumentalisés par des entrepreneurs politiques ou des commanditaires de l'industrie du crime. Historiquement, l'on ne doit pas négliger le désir de reconnaissance sociale qui pousse nombre d'entre eux à initier, organiser et gérer des entreprises criminelles, à l'instar des gangs. Le cas des Zaghawa de la frontière tchado-soudanaise, révèle par exemple comment le métier de voleur de chameaux et la réputation des voleurs que véhiculent des chansons populaires « constituent le principal instigateur de groupuscules de jeunes et leurs groupes révoltés. Elles les poussent à rejoindre les voleurs des chameaux ». <sup>17</sup> Chez ces jeunes qui se professionnalisent dans le métier de bandit, il y a un relent de *agency*, en l'occurrence le choix délibéré d'un mode de vie contraire à la morale générale mais qui comporte sa propre éthique, sa propre rationalité, sa propre rentabilité. Bref, le choix de leur propre trajectoire de vie avec l'espoir parfois de contribuer à changer les choses comme c'est le cas avec Boukar Batinda.

### **Boukar Batinda : chef de bande ou insurgé ?**

L'accession du Cameroun à l'indépendance fut suivie d'une politique de continuité du mode d'administration légué par le colonisateur français. Entre 1958, date à laquelle le Cameroun accéda à l'autonomie interne et 1960 quand la souveraineté internationale fut reconnue à ce territoire alors sous tutelle de l'ONU, les autorités coloniales sur le départ et les responsables camerounais entrants travaillèrent ensemble, notamment dans le maintien de l'ordre. Comme le montrent les mesures de répression du banditisme entreprises entre la fin des années 1950 et le milieu des années 1960, cette action conjointe porta des fruits, bien de bandits notoires ayant été

---

<sup>17</sup> Ahmat Yacoub (traduit par), « Le hambata (vol de chameau) entre le Tchad et le Soudan », <http://maxpages.com/tchad/culture>



jetés en prison ou tout simplement exécutés sur la place publique à la fleur de l'âge. En plus de l'action des forces du maintien de l'ordre, l'implication de certains chefs traditionnels dans la répression d'une activité que nombre d'entre eux couvaient contribua beaucoup à sécuriser les zones rurales. La brousse connaissait donc un calme sans précédent, rares étant les leaders de groupe à émerger pour constituer des bandes. C'est dans ce contexte d'accalmie qu'apparut Boukar Batinda à la fin des années 1960 :

Il fit des études primaires sanctionnées par l'obtention du C.E.P.E. en 1959. Il enseigna à l'école principale de Kaélé avant d'abandonner pour salaires impayés. Admis au concours d'aide gestionnaire, il servait à la paierie-perception de Maroua. Ayant dénoncé plusieurs fois les crédits fantaisistes accordés à certains hommes d'affaires qu'on déclarait par la suite décédés auprès des autorités administratives, Boukar se rend justice en s'emparant de la somme mise à sa disposition. Arrêté et transféré en 1967 à la prison de Maroua où il passe deux ans, Boukar retrouve sa liberté. A sa sortie, il vole les armes et les munitions à la compagnie de gendarmerie qu'il maîtrisait parfaitement pour y avoir effectué son service militaire. Durant son service il fut désigné magasinier. C'est ainsi qu'il s'est spécialisé dans le vol à main armée et semait la terreur dans la ville de Maroua et ses environs. Il faut préciser que ses victimes étaient beaucoup plus les hommes d'affaires. Son butin était partagé avec ses principaux lieutenants et il offrait le plus souvent sa part aux personnes de troisième âge.<sup>18</sup>

Si bien d'aspects de la synthèse réalisée par Woudamiké sur la base de témoignages de première main sont contestés par les acteurs eux-mêmes, à savoir les lieutenants présumés de Boukar, il reste que la citation qui précède rend bien compte du contexte d'émergence, des motivations et du mode d'action de Boukar Batinda. Hors-la-loi il devint en se retournant contre une administration prévaricatrice et puissante, mais il ne fut pas le prédateur que ne guide que l'appât du gain. Les agressions à main armée résonnent, avec le recul du temps, comme un mode d'expression de son défi à cette autorité administrative laxiste qu'il honnissait. Parce qu'il détenait des armes à feu, instruments qu'utilisait pour la première fois un hors-la-loi, Boukar faisait peur mais n'en usait pas pour effrayer les gens du commun.

Plus de trente ans après son exécution survenue le 20 septembre 1970, l'affaire *Boukar Batinda* ne semble pas avoir été reléguée dans les archives de l'histoire. La recrudescence du banditisme de grand chemin au Nord-Cameroun suscite des rapprochements alors que le fait que frères, héritiers et autres parents directs de Boukar sont encore vivants pose nécessairement un problème éthique, le chercheur étant tiraillé entre d'une part le nécessaire respect de la dignité et des émotions familiales et d'autre part l'impératif scientifique. Si, pour la raison éthique nous faisons l'économie des témoignages recueillis et des sources consultées relativement à la vie et à l'activité de Boukar Batinda, il reste que dans le cadre spécifique des représentations, l'homme a laissé dans la mémoire collective plus une image de révolté que celle de malfaiteur. D'une part, lui-même, lors de son procès, assumait l'entière responsabilité de tous ses actes, ne se reconnaissant de ce fait aucun lieutenant. Ce que corrobore d'ailleurs un de nos informateurs, Koléré, qui passe encore pour être, aux yeux de nombre de contemporains de l'époque, comme un homme de main de Boukar. Un autre accusé, Sali Kabba, est mort entre deux verres d'alcool.

La figure la plus représentative de l'image de Boukar fut bien Baba Naadé, réputé être son lieutenant, longtemps emprisonné dans la sinistre prison politique de Tcholliré et mort sans avoir jamais donné sa version de l'histoire. Toujours est-il que son allure provocatrice, dissuasive, son éternelle barbe fournie de guérillero contrastant avec la sécheresse de sa silhouette mince sur sa grosse et puissante motocyclette SUZUKI Super Zaki reproduisait bien l'image de garçon audacieux et intrépide qui survécut à Boukar. Dans la ville de Maroua, Baba Naadé apparaît dans la mémoire collective comme un garçon dont l'administration avait sanctionné la réputation de tête dure plutôt que celle d'un malfaiteur avéré. Au sortir de prison, il devint résolument récalcitrant, distribuant les coups de poings à la moindre incartade, mangeant gratuitement de la viande grillée sur le bord de la route, bref défiant à tout vent comme quelqu'un qui n'avait rien à

---

<sup>18</sup> J. Woudamiké, 2003, « Vagai Bouba, Boui de Moutourwa, 1957-1970 », mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Ngaoundéré, p. 71.

perdre. Avec l'âge, il s'assagit certes, mais garda cette présence charismatique de *Baba mo yawantaake*, Baba qu'on n'affronte pas spontanément.

Lorsqu'au début des années 1990 le Cameroun s'ouvrit au multipartisme et à la démocratisation, Baba Naadé revint sur le devant de la scène et c'est tout naturellement qu'il rallia les rangs du parti d'opposition UNDP (Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès) et veilla sur la sécurité personnelle de ses leaders lors des grands rassemblements politiques à Maroua. Même si vraisemblablement ils ne cheminèrent pas ensemble dans les coups de main, Boukar et Baba véhiculent des images identiques de jeunes fiers, indépendants d'esprit et courageux qui en avaient contre les administrateurs du Cameroun indépendant. C'est probablement cette présence de Baba dans la cité qui rappelle encore davantage celle plus lointaine de Boukar qui, au demeurant, n'aurait ôté la vie qu'à une personne ; ce qui fit dire à Koléré que *Innde maako doggi ngam meere*, c'est-à-dire qu'il bénéficia d'une renommée surfaite. Selon ce dernier, « il y a quelque chose qui s'est passé entre Boukar et l'administration. Le jour de son exécution, il a dit *Allah he'i* (Dieu jugera), puis il a demandé au lamido de Maroua de ne jamais envoyer son enfant à l'école occidentale, mais à l'école coranique. Puis l'Imam lui a demandé de faire la profession de foi, il l'a faite et on l'a abattu. »<sup>19</sup>

Sa fonction de commis de l'Etat nanti d'un CEPE à une époque où la plupart des hauts fonctionnaires issus de la partie septentrionale du Cameroun ne détenaient que ce parchemin prédisposaient Boukar à une ascension sociale certaine pour peu qu'il ravalât sa fierté et/ou que quelqu'un d'important lui tînt la main. Mais l'origine tchadienne de ses parents l'aurait-il desservi au point de ressentir le népotisme et le régime de faveur sélective où le bien-être dans l'administration était davantage fonction de la naissance et de la cooptation que la consécration de valeurs intrinsèques, de compétences avérées et des états de services probants ? Boukar ne tenta-t-il pas dès l'aube des indépendances alors qu'il était fonctionnaire de l'Etat camerounais, de redresser la courbe de la mauvaise gestion des hommes et des biens qui commençait à gagner l'administration locale ?

On était alors à une époque où les autorités administratives, sous le couvert de la lutte contre la subversion dont la définition était très ample, pouvaient placer n'importe qui en détention administrative dans l'une des prisons politiques construites à cet effet, dont celle de Tcholliré. Au Centre de Rééducation Civique (CRC) de Tcholliré, chefs de partis politiques, hommes d'église, chefs traditionnels ou jeunes audacieux jugés irrévérencieux comme Baba Naadé, séjournèrent durant de longues années, astreints aux travaux forcés et à des corvées diverses dans une quasi-île ceinte d'une muraille et de fils barbelés électrifiés tandis qu'au dehors c'était le refuge d'animaux féroces.<sup>20</sup> Au demeurant, les témoignages oraux et les archives administratives foisonnent d'exemples d'arbitraires où, pour des motifs autres que politiques, des personnes ont été confinées à une réclusion de réarmement moral, à une méditation de réaligement dans les geôles de Tcholliré. Cela, Boukar le savait bien et l'on présume la déstabilisation que peut bien provoquer chez un dénonciateur d'injustices le paradoxe entre l'octroi de crédits fallacieux et l'emprisonnement d'honnêtes personnes qui n'avaient que le tort de n'être pas d'accord avec le système.

Au demeurant, les faits sont nombreux qui ressortent combien les masses paysannes et les petits fonctionnaires dans la partie septentrionale du Cameroun ressentirent le poids d'une administration aristocratique, d'un parti unique rançonneur et d'autorités traditionnelles souvent pressureuses dès lors que le pouvoir central leur avait laissé les mains libres dans la gestion de la périphérie. La grande province du Nord-Cameroun était bel et bien un volcan social que seule la

---

<sup>19</sup> Témoignage de Koléré, Maroua, 25 décembre 2001.

<sup>20</sup> Au sujet du CRC de Tcholliré, voir E. Bityeki, 1991, *Tcholliré : la colline aux oiseaux*, Yaoundé, CEPER ; J. Woudamiké, 1999, « Témoignage sur le séjour carcéral de Monseigneur Albert Ndongmo au Centre de Rééducation Civique de Tcholliré (C.R.C.) : 1971-1975 », Rapport de Licence d'histoire, Université de Ngaoundéré.

présence d'un Etat fort et répressif contenait dans un bouillonnement souterrain. Vroumsia Tchinye, ressortissant du Nord-Cameroun le plus diplômé du gouvernement Ahidjo et Ministre de la Fonction Publique l'apprit à ses dépens lorsqu'en 1978 il prononça publiquement, dans un accès d'ivresse colérique, un réquisitoire contre le système Ahidjo jugé discriminatoire et encourageant le culte de la facilité chez les jeunes Nordistes qui allaient dans les écoles de formation avec des qualifications inférieures à celles des candidats issus de la partie méridionale du pays. Il fut disgracié.<sup>21</sup> La révolte des Arabes Choa de Dollé dans l'extrême-nord du pays en 1979 suivie du massacre de tout le village témoigne s'il en était encore besoin de l'ampleur des frustrations et de la manière avec laquelle les pouvoirs publics étaient déterminés à régler les sursauts de rébellion sociale. Car c'est bien de cela qu'il s'agissait avec Boukar Batinda.

Si pour les raisons sus évoquées on ne s'attardera pas sur les actes du reste répréhensibles qu'il a effectivement commis, on ne perdra pas cependant de vue que perçu sous l'angle de ses motivations, le banditisme de Boukar fut plutôt une action contestataire de la part d'un jeune homme qui avait payé le prix de sa franchise et qui, pour avoir séjourné en prison, ne pouvait plus espérer une réintégration dans le service public et reprendre le cours normal de sa mobilité sociale. Ce fut aussi une action punitive contre ces nantis dont il dénonçait l'enrichissement illicite aux frais du contribuable. Leur reprendre ce qu'ils avaient indûment reçu et en redistribuer une partie, sous forme d'aumône, à ceux qui en avaient besoin, c'était donc rendre justice et finir charitable, car Boukar avait vu défiler les hors-la-loi devant le peloton d'exécution à *Kosseyel be'i*, la Colline des chèvres, et il savait ce qui l'attendait à un moment ou à un autre.

Ainsi présentée, la personnalité de Boukar Batinda rappelle mais contraste, à des milliers de kilomètres de distance, avec celle de Babacar Ndiaye dit *Yaadikkoon*. Ancien soldat de l'armée coloniale sénégalaise, *Yaadikkoon* s'y confronta aux rigueurs et à l'injustice coloniale. Démobilisé à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, il s'essaya à des métiers dont il fut licencié injustement ; ce qui l'obligea à errer jusqu'à son arrestation et son emprisonnement pour des motifs fabriqués de toutes pièces. L'administration le punissait ainsi de n'avoir pas accepté de servir d'indicateur de la police, lui qui côtoyait tous ces garçons incertains au port de Dakar. C'est ainsi qu'il enchaîna emprisonnements et évasions dont la répétition finit par lui bâtir une image d'homme exceptionnel, invulnérable et apprivoiseur des forces cachées. C'était surtout un ami des gens de la rue à qui il redistribuait les biens pris aux commerçants, pour qui il forçait les portes des salles de cinéma. *Yaadikkoon* se constitua prisonnier et, une fois libéré, finit tranquillement ses jours entre son verger et l'école coranique où il enseigna jusqu'à sa mort en 1984.<sup>22</sup> Si la lassitude et la trahison finirent par avoir raison de l'entreprise dont faisait preuve *Yaadikkoon*, il convient aussi de noter qu'il n'ambitionnait nullement de changer le monde et usa de la prison comme d'un purgatoire pour revenir à une vie normale. Boukar en revanche vit son amertume déjà grande se transformer en pulsions suicidaires et le déterminer, quel qu'en soit le prix, à redire par le banditisme son aversion du système qui l'avait broyé. Aussi n'est-il pas surprenant que son courage de rebelle inflexible soit resté dans les chansons des griots comme l'image sublimatoire qu'il laissa à la postérité. De plus, le fait qu'il ne se soit reconnu aucun lieutenant devant ses juges, conforte son image charitable.

### **Capital social, crime et mobilité sociale : le renouveau de la criminalité des jeunes**

Jusqu'à la fin des années 1980, le commerce, le transport et l'élevage étaient les principaux modes d'accumulation des richesses. Le colportage, le commerce caravanier et les marchés périodiques ont, depuis des siècles, engendré une culture du négoce. Avec la colonisation, sont

---

<sup>21</sup> Pour une biographie élaborée de Vroumsia Tchinye, on consultera opportunément M. Nigaina, « Vroumsia Tchinye : 1932-1982 »

<sup>22</sup> I. Thioub, « Banditisme social et ordre colonial : Yaadikkoon (1922-1984) », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, n° 22, 1992, pp. 161-173.

nés des marchés urbains permanents. L'introduction des produits manufacturés puis la création des usines de transformation, ont donné une nouvelle impulsion aux échanges entre les zones rurales et les zones urbaines, mais aussi et surtout au commerce frontalier. Avec le temps, des familles sont nées, ce terme signifiant en l'occurrence des personnes gravitant autour d'un homme riche. Tacitement, s'est instaurée une compétition entre les gens de l'avoir et les gens du pouvoir.<sup>23</sup> A l'honorabilité héréditaire de l'aristocratie liée à la chefferie traditionnelle, s'oppose, sans se confronter, l'honorabilité construite de la « bourgeoisie » liée au commerce et au transport principalement. Dans certains lamidats ruraux du Nord-Cameroun par exemple, l'émergence des gens de l'argent a été obstinément combattue par les chefs traditionnels, lesquels sollicitent continuellement des « prêts » rarement remboursés. Le pouvoir n'était pas alors nécessairement source de richesse, il mettait ses détenteurs à l'abri du besoin.

Avec le temps, les nantis ont usé du pouvoir de leur avoir pour se constituer des cours dans un milieu social où, jusqu'à la démission du président Ahmadou Ahidjo en 1982, le chef de l'Etat (lors de ses séjours dans sa ville natale) et le chef traditionnel avaient, seuls, le privilège de s'entourer d'une cour pour, souvent, parler de choses sans importance. A la différence de ces cours d'officiels (hauts fonctionnaires, notables), celles des gens riches sont faites de clients, des personnes parfois sans emploi qui, à longueur de journée, encadrent le commerçant assis sur un tapis, font ses courses, comptent la recette que rapportent les détaillants et autres débiteurs. Le terme de *Yarooɓe Bokko* (littéralement "buveurs de sauce") par lequel on les désigne dans le Diamaré est révélateur du rapport de dépendance qui les lie à l'opérateur économique.

A l'époque, le chef traditionnel tirait avantage de l'impunité liée à son statut pour exiger de ses administrés tel service, telle contribution, collecter des impôts parfois indûment. Sa progéniture n'avait pas besoin d'aller à l'école pour se frayer un chemin dans la vie puisque l'école n'était pas perçue comme une source d'acquisition du savoir, mais comme une autre voie pour s'assurer des revenus permanents. Le commerçant quant à lui était fier de ce qu'il avait bâti, jour après jour, rappelant avec fierté ses débuts modestes, jouissant avec honneur de la cime que sa persévérance lui a permis d'atteindre. Les uns avaient commencé comme vendeurs à la criée, d'autres étaient aide-chauffeurs (motor-boy), d'autres encore étaient apprenti-mécaniciens, serveurs dans des restaurants de fortune, porteurs dans des marchés. Leur richesse est traçable ; de la première table de vente aux magasins et camions en passant par le commerce de l'arachide et la moto-location, on est en mesure de suivre le parcours de ces hommes qui ont atteint la fortune à cinquante ans, voire davantage. Pour constituer cette fortune, ils ont soigneusement épargné le bénéfice qu'ils « suivaient » sur chaque carton de tomate, sur chaque sac de farine de blé, sur chaque feuille de tôle. Certains ont bénéficié d'un crédit des banques dont l'Etat était souvent l'actionnaire majoritaire, d'autres répètent encore à qui veut les entendre que leur argent leur appartient, car ils n'ont jamais contracté un emprunt.

Si ces *Alhadji* font du *?aggaare*, c'est-à-dire la mondanité, leur progéniture quant à elle fait du *daakaareeku*, se souciant peu de l'effort qu'a nécessité la constitution de la fortune paternelle. Les faits divers sont nombreux, qui rappellent encore de nos jours cette époque où des fils de riches rivalisaient de bien-être en jetant des liasses de billets de banque dans les toilettes pour ensuite tirer la chasse. Au lendemain du départ de Ahmadou Ahidjo du pouvoir et surtout depuis la crise économique, nombreux sont les opérateurs économiques issus de la partie septentrionale du Cameroun qui ont fait faillite ou sont décédés en laissant une progéniture nombreuse, souvent peu instruite. Les cas sont rares où les gens de l'argent au Nord-Cameroun ont, parmi leur descendance, des jeunes gens capables de prendre la relève. Parmi ces jeunes, il en est néanmoins qui pallient leurs carences intellectuelles par des alliances d'affaires avec d'autres jeunes gens qui ont des entrées dans les milieux où se négocient les marchés publics, mais ceci n'est pas la panacée. En effet, nombreux sont ceux qui errent, incapables de donner un contenu conséquent

---

<sup>23</sup> Voir K. Bennafla, *Le commerce frontalier en Afrique centrale. Acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, 2002.

au nom qu'ils portent. Tout comme les enfants d'éleveurs qui, parfois, s'associent aux bergers ou aux voleurs pour subtiliser le bétail de leurs parents, des enfants issus de parents nantis ou anciennement nantis sont parfois cités dans les faits de banditisme.

La crise économique a été fatale à bien d'opérateurs économiques, mais la libéralisation a surtout bénéficié, parmi les jeunes générations, à ceux qui ont su capitaliser leur nom et leurs alliances politiques. Cela perpétue la reproduction des classes avec une catégorie de jeunes hommes d'affaires qui, à la faveur d'un contexte de fiscalité poreuse et d'un accès relativement facile aux sources publiques de la richesse, ont rapidement gravi les échelons de la fortune, faisant étalage de l'excroissance de leur bien-être nouveau. L'expression « bien naître pour bien être » a revêtu tout son sens en ce début des années 1990. Le contexte de contournement de la légalité qui caractérise les relations d'affaires liant les détenteurs de l'autorité et les acteurs économiques fomentent la capture des sources publiques de richesse par une poignée de personnes.<sup>24</sup> Au Cameroun, c'est surtout à travers la « feymanie que ces nouveaux riches, qui ont bâti leur fortune sur l'escroquerie, l'arnaque et l'exploitation des ressources de l'extraversion » ont démontré leur habileté à tirer avantage du délitement de la morale publique et de la cupidité de leurs victimes. Leur enrichissement-éclair suscite évidemment des vocations parmi les jeunes qui ne voient plus ce qu'ils peuvent bien tirer de longues études, vu la condition sociale des agents de l'Etat. L'on assiste à ce que Dominique Malaquais appelle à juste titre la « feymanisation » de la société camerounaise, car l'arnaque, le snobisme, la corruption et l'étalage public des signes de bien-être ont érigé l'illicite en norme.<sup>25</sup> Tout compte fait, par des voies diverses et souvent illicites, une catégorie de nouveaux riches émerge spontanément : « Il existe aujourd'hui une cassure au sein de notre société : d'un côté les riches et de l'autre, la plèbe. Sous le régime précédent, on notait l'existence d'une classe intermédiaire constituée de fonctionnaires qui arrivaient tant bien que mal à s'en sortir. Depuis 1982 (...) on note comme un glissement vers l'enrichissement illicite et par tous les moyens de certains Camerounais qui n'ont hérité d'aucun de leurs parents ».<sup>26</sup>

Le genre de vie de ces nouveaux riches diffère totalement de celui du commun des Camerounais :

Lorsque commencèrent à émerger les véritables châteaux et quartiers que l'on baptisera Denver, Dallas ou Sunlake City, la société se contentera d'avoir les yeux brillants d'envie, essayant de prendre pour modèle ce luxe insolent. Les voitures s'affichaient du haut de leurs quatre roues et leurs conducteurs n'avaient cure d'éclabousser le passant qui tentait de marcher sur les bords d'une route sans trottoir (...). Et l'urgence de vivre conduit aux impatiences de la violence. Le temps glisse doucement, tissant des fils de rage et de colère, entretenant la violence sociale comme jamais.<sup>27</sup>

Leur réussite spontanée fascine et intéresse une autre catégorie de personnes que l'on dirait « cultivées », laquelle aspire aux mêmes formes de prospérité en passant par le crime organisé. Ainsi pourrait-on comprendre cette déclaration du ministre de l'Administration Territoriale, Samson Ename Ename, lorsqu'il dit que « les vrais voleurs ne sont pas des analphabètes, ils ont voyagé, et ils opèrent avec les mêmes méthodes que leurs homologues extérieurs. »<sup>28</sup> Ce propos globalisant irait mieux aux *feymen* que Dominique Malaquais présente comme grands manipulateurs des ressources de l'extraversion ; il pourrait aussi concerner une catégorie d'acteurs du banditisme urbain trop bien instruits pour se contenter d'emplois de survie, et qui trouvent dans les agressions le moyen de se constituer un capital. Néanmoins, il est certain que le visage de l'insécurité à Douala a eu une incidence sur la mutation qualitative du banditisme. En effet, nombre de personnes exécutées par le Groupement Polyvalent de la Gendarmerie (GPIG) à partir de 1998, n'étaient pas des inconnus.

<sup>24</sup> Sur cette question, voir J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Paris, Editions Complexe, 1997.

<sup>25</sup> D. Malaquais, « Arts de feyre au Cameroun », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, 101-118.

<sup>26</sup> Aurore Plus, n° 57 du 19 septembre 1996.

<sup>27</sup> *La Nouvelle Expression*, n° 626 du 4 février 2000.

<sup>28</sup> Interview accordée à *Leaders Magazine*, décembre 1999.

A Maroua dans l'Extrême-Nord du Cameroun, l'annonce de la découverte du cadavre de tel ou tel autre jeune homme bien connu de la place a certes ému les populations, mais elle a aussi et surtout suscité l'incompréhension. Après s'être posés la question de savoir comment se fait-il qu'un tel, dont les « affaires » marchent pourtant bien, soit mêlé au banditisme, les gens qui connaissaient les victimes se posèrent rapidement la question inverse : leurs « affaires » ne marchaient-elles pas bien parce qu'ils étaient mêlés au banditisme ? Ces jeunes, nouveaux riches, voyageaient beaucoup, revenaient souvent avec des inconnus dont l'allure n'avait rien à voir avec la manière d'être de leurs fréquentations habituelles. Accoutrement de marque, fréquentation des lieux d'ambiance, montre tape à l'œil, navettes entre le Nord et le Sud du Cameroun ainsi que vers le Tchad et la RCA, toujours de nouvelles belles compagnes caractérisaient nombre de ces personnes souvent spécialisées dans le vol et le trafic sous-régional de véhicules. Des véhicules dont certaines sources disent que leurs traces disparaissent dans la logistique de guerre des nombreux mouvements armés du bassin tchadien et des crises congolaises.

Au demeurant, bien de jeunes dont le genre de vie s'est considérablement amélioré au cours des années 1990, ont figuré parmi les nouveaux acteurs urbains du grand banditisme rural. Des arrestations opérées par la suite dans le Logone et Chari et dans la Vina, pour ne citer que ces exemples, corroborent le point de vue selon lequel, dans ses fondements économiques, la résurgence du grand banditisme au cours des années 1990 procède moins de la lutte pour la survie que du souci d'une catégorie de jeunes de tirer avantage du délitement de l'infrastructure répressive de l'Etat et de la marchandisation de l'impunité. Il est alors révélateur d'entendre ici et là, avant l'entrée en activité des anti-gangs, que c'est parce qu'« en ce moment le crime paie » que la criminalité est une entreprise qui embauche beaucoup. La notion d'« opérateur économique » elle-même a fini par connoter l'activité de personnes dont on ne connaît pas exactement l'occupation, mais qui, tout de même, semblent avoir trouvé le filon de l'enrichissement spontané. Il y a comme une confrontation sourde entre ceux qui mettent à profit leur ascendance pour participer à des réseaux d'enfants « bien nés » pouvant aisément accéder aux sources publiques de la richesse et ceux qui investissent dans le risque en s'associant dans des réseaux avec des relais qui vont de la côte camerounaise aux zones de crise tchadiennes, centrafricaines, congolaises et aujourd'hui soudanaises. A la suite du « nettoyage » opéré par le GPIG dans le Nord-Cameroun et le Commandement Opérationnel à Douala, force est de constater qu'un nombre considérable de jeunes à la mobilité sociale rapide ont disparu de la circulation, soit parce qu'ils ont été passés par les armes, soit parce qu'ils ont passé la frontière. Comme le montre si bien Janet Roitman<sup>29</sup>, les jeunes qui prospèrent dans l'économie illégale ont si bien apprivoisé la frontière que l'exil n'est nullement un dépaysement. On peut d'ailleurs s'interroger sur la concomitance de la répression organisée par le GPIG entre 1998 et 2000, et la recrudescence paradoxale du banditisme transfrontalier aux confins du Cameroun, du Tchad et de la RCA. L'une des hypothèses suggérant une réponse à cette interrogation avance la thèse de la constitution de gangs opérationnels regroupant les exilés du GPIG et les bandits des pays voisins dans les zones frontalières.

Cette conjoncture vient s'ajouter à l'ancienneté du banditisme transfrontalier animé par de jeunes chefs de gang dont l'aire d'action et la renommée irradiaient toute la vallée du Logone de part et d'autre de la frontière tchado-camerounaise. Il en est ainsi de « Dinguilmo », originaire de Sourkandou au Tchad et résidant à Bilou-Cameroun, village divisé par la frontière coloniale. Plus connu sous son sobriquet, « Dinguilmo », littéralement « l'Hallucinogène » avait la réputation de tétaniser ses victimes. Les membres de sa bande étaient peu connus mais son réseau d'évacuation des troupeaux de bétail épousait les contours des plus grands marchés à bétail de la sous-région. Des années 1980 à 1999 date à laquelle il fut abattu par des militaires tchadiens à Fianga, « Dinguilmo » fut un jeune homme dont le physique, le métier et la réputation répondaient bien aux critères du bandit *sukaajo*. Son frère cadet Oulè né à la fin des années 1970 reprit le flambeau

---

<sup>29</sup> J. Roitman, *Fiscal disobedience: an anthropology of economic regulation in Central Africa*, Princeton University Press, 2004.

avec la même réputation d'invincibilité et la même activité transfrontalière. Il fut exécuté par les populations au Tchad, alors qu'il était en état d'ébriété. Mais, même dans cet état, il essaya comme d'habitude, de couvrir ses lieutenants pendant qu'ils s'enfuyaient. Il s'échappèrent effectivement et a posteriori ce dernier geste de chef laisse de Oulè l'image d'un grand chef, fut-il un criminel honni. « Dinguilmo » comme Oulè opéraient avec des acolytes et des relais camerounais et tchadiens, encore que dans le banditisme de grand chemin, ces deux expressions ne signifient que la bonne nationalité qu'exige la conjoncture. Aussi est-il vraisemblable qu'à l'instar de ces deux chefs de bandes, d'autres aient recruté parmi les personnes recherchées qui avaient fui le Cameroun. La conjonction de ces bandes et des gangs de militaires opérant tous dans les zones frontalières, explique l'intensité prise par le banditisme de grand chemin, ce qui a nécessité la mise en place du Bataillon Léger d'Intervention (BLI) en 2000 pour combattre le phénomène avec plus d'efficacité.

Néanmoins, comme le montre une de nos études précédentes<sup>30</sup>, même les jeunes bandits contemporains motivés essentiellement par le souci du gain, ne manquent pas de s'auto-glorifier ; si les uns s'excusent auprès des victimes en arguant de ce que leur acte résulte de leur indigence, la majorité semble en substance dire que l'agression à main armée n'est pas pour qui veut mais qui peut. Dès lors, tout en dépouillant les usagers de la route ou les personnes braquées à domicile, ils leur tiennent un discours d'auto-encensement, d'où la reproduction de cette culture de l'audace qui, quoique tirée par les cheveux pour le cas d'espèce, n'en demeure pas moins présente. Cette illusion de grandeur a toute son importance pour des jeunes venus en "service" en ville depuis des années et qui, faute de ressources, ne peuvent supporter la honte de devoir se présenter devant leurs proches dans l'indigence. A leur frustration de tous les jours, se grefferait le regard moqueur de ceux qui sont restés au village. Quand on va en ville, on doit "changer", c'est-à-dire déployer des signes extérieurs d'aisance. A défaut de changer, les "exodés" ne vont plus au village, ils vont plutôt peupler les prisons, dont celle de Nkolndengui à Yaoundé est un exemple patent.

### **Les voies politiques de l'affirmation**

Dans le contexte de l'ouverture démocratique, les jeunes ont été mobilisés par les leaders politiques ou alors se sont eux-mêmes organisés pour participer au débat politique ou l'influencer, pour prêter main forte à l'action directe dans le cadre des opérations de désobéissance civile ou pour en tirer partie eu égard aux pillages qui précédaient le saccage des bâtiments publics et des commerces. Les jeunes se sont opposés ou ont été opposés aux jeunes aussi bien sur le campus des universités que lors des manifestations organisées par l'opposition politique. Il est admis que certains de ces jeunes ont été armés par les acteurs politiques et qu'une fois l'effervescence passée, ils auraient usé de ces armes dans le banditisme urbain. A la tête de ces jeunes étudiants, jeunes de la rue ou jeunes militants des partis politiques, avancent des leaders dont l'équation personnelle a impulsé la dynamique collective, en même temps qu'elle a accompagné leur promotion individuelle.

### **Les leaders de la contestation estudiantine**

Au début des années 1990, apparut dans le vocabulaire policier et politicien camerounais, le mot « vandale » pour désigner les hordes déferlantes de contestataires armés de pancartes, chantant, vociférant, suant dans les rues de Douala ou Yaoundé. C'était un spectacle de communion entre la gandoura sahélienne, le costume-cravate et les guenilles des pousseurs du marché du Mfoundi. Discuter, s'asseoir dans la même salle, côtoyer les « grands » d'hier qui aspirent aujourd'hui à la reprise en main du pouvoir, apparaissait pour nombre de jeunes gens

---

<sup>30</sup> Saibou Issa, *Politique africaine*, 2004.

comme une forme de promotion sociale. Même au sein du parti gouvernant, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), les « moins âgés » avaient commencé à secouer le cocotier pour que Renouveau et Renouveau se conjuguent dans l'optique de donner au parti des chances de survie face à la déferlante contestataire. On ne le dit pas assez, dans bien de partis politiques nés de la libéralisation, les crises internes trouvent une de leurs sources dans ce refus d'incorporer les jeunes dans le projet de changement, c'est-à-dire de leur donner une visibilité dans la redistribution des charges publiques. Au départ, les jeunes étaient associés davantage pour apporter l'énergie nécessaire à l'action militante. Les « villes mortes », opérations de désobéissance civile accompagnées de pillages ont valu à ces jeunes le qualificatif de « vandales », manifestation instrumentalisées, impulsées par l'incitation à l'action directement ou indirectement prônée par les leaders de l'opposition politique. Mais, l'on avait affaire à un paysage politique marqué par la confrontation entre compagnons d'hier, rendant difficile l'émergence politique des jeunes.

Ainsi à Bangui, ce sont d'anciennes figures de l'opposition comme Abel Ngoumba et Ange Félix Patassé qui portent le flambeau de l'opposition au Général-Président André Kolingba. Au Tchad, la résurrection des protagonistes de la guerre civile dans l'arène de la conférence nationale laissait peu de place à ceux qui, d'emblée, ne représentaient pas une menace armée. Aussi comprend-t-on que l'action de la jeunesse y soit davantage ouvrière qu'entrepreneuriale, que les jeunes suivent plus qu'ils n'impulsent l'action politique, mais qu'ils posent parfois des actes symboliques qui amènent à nuancer la théorie de la manipulation. Si cette logique instrumentale a court au Cameroun, elle n'a pas cependant empêché l'émergence de figures jeunes, en l'occurrence à l'Université de Yaoundé où le leadership étudiant donna lieu à la confrontation de stratégies individuelles de positionnement dans l'Etat espéré, dans l'Etat défendu ou hors de l'espace national. De quelque côté que l'on se situe, l'action servait moins les entrepreneurs politiques que des projets individuels.

L'histoire de la confrontation entre le gouvernement camerounais et ses étudiants remonte à la fin des années 1950. Dans le contexte de la décolonisation, l'Union des Populations du Cameroun hostile à l'administration française et à ses alliés locaux, menait un combat de l'extérieur et de l'extérieur pour empêcher le transfert du pouvoir à un gouvernement jugé fantoche. Dans son action à l'extérieur, l'UPC était parvenue à recruter parmi les étudiants, lesquels, réunis au sein de l'Union Nationale des Etudiants Kamerounais (UNEK), étaient devenus des porte-flambeaux du nationalisme camerounais. Entre suspension des bourses, policisation des ambassades et incitation au ralliement, le gouvernement d'Ahmadou Ahidjo était parvenu à en museler et exiler la plupart et à récupérer quelques-uns. Le soulèvement étudiant du début des années 1990 rappelle cette époque où l'action des Woungly Massaga et compagnons était moins un suivisme du leader Ruben Um Nyobe qu'un engagement porteur d'espoir pour la nation camerounaise certes, mais davantage pour eux-mêmes, étudiants d'aujourd'hui, leaders de demain.

Les soubresauts de l'Université de Yaoundé, comme ceux d'autres universités africaines du début des années 1990, traduisent le malaise de l'enseignement supérieur africain, à la fois pléthorique, sous-équipé et formateur de diplômés sans perspectives d'avenir. Cependant, si la masse criait son désespoir, les leaders de la contestation étudiante avaient aussi des projets personnels qui tantôt coalisaient avec des enjeux ethno-régionaux, tantôt s'imbriquaient avec les revendications purement politiques du moment, tantôt redescendaient à leur sédiment naturel du campus universitaire. Navigant entre ces trois registres, le leadership étudiant se retrouva vite étiqueté selon l'appartenance culturelle ou régionale indexée sur la sensibilité politique générale de l'ethnie d'origine, générant une atmosphère de face à face qui se reproduisit souvent avec des affrontements sanglants entre 1991 et 1992. « Nous voilà brusquement revenus un an en arrière, jour pour jour où la même armée lança son fameux assaut contre « Bassorah », siège du non moins fameux « Parlement » des Etudiants, où leurs adversaires de « l'Autodéfense » croient s'être



illustrés et avoir « écrasé les forces du mal d'un parlement estudiantin pervers, diabolique et assassin », selon leurs propres termes » déplore le journal *Le Messenger*.<sup>31</sup> Relatant les événements de ce 2 mai 1992, un étudiant témoigne :

Je tiens d'abord à signaler que je suis un leader du F.E.L. (Front des Etudiants Lésés) et que depuis un certain temps le groupe d'autodéfense a juré de nous paralyser physiquement, d'où les filatures dont nous faisons l'objet. Aussi, suivant le programme des manifestations de la commémoration de la « journée de l'étudiant martyr » demain 06 mai 1992, nous avons tenu une réunion préparatoire afin d'établir l'ordre du jour et le programme des cérémonies de baptême des points stratégiques et historiques des Campus. A la sortie de cette réunion, nous allons à Bassorah où les grandes décisions devaient être communiquées au public. Nous avons presque terminé, les généraux Collin Powel et Schwarzkoff s'étaient même déjà avancés lorsque nous avons été attaqués.

Yimga Yotchou Blaise alias Abou Nidal, Talla Corentin alias Général Schwarzkopf, Waffo Wanto Robert alias Général Colin Powell, Nene Fadimatou alias Winnie Mandela et Senfo Tonkam notamment sont parmi les leaders estudiantins dont la détermination a mis à mal la sérénité des autorités camerounaises au début des années 1990.

Si à ce jour l'histoire des tenants et des aboutissants des affrontements entre le « Parlement » et « l'Autodéfense » se résume à l'opposition entre deux groupes manipulés par les forces politiques et ethniques rivales de l'arène politique camerounaise, il reste que le choix des pseudonymes des leaders de la contestation suggère une logique d'action qui transcende le débat intra-universitaire pour épouser les sensibilités d'un contexte international promoteur de la lutte pour la liberté. D'une part, les Nations Unies venaient de lancer contre l'Irak la guerre de libération du Koweït envahi par les troupes de Saddam Hussein. D'autre part, l'ambassadrice de Washington à Yaoundé, Madame Frances Cook, ne faisait pas mystère de ses critiques envers le processus de démocratisation naissante du Cameroun tandis que du côté de la Délégation de la CEE à Yaoundé, l'on encourageait le gouvernement à aller plus rapidement dans la reconnaissance de l'exercice des libertés individuelles. Aussi comprend-t-on que les leaders estudiantins arriment leur lutte à un appel général au changement, dans l'espoir que la médiatisation de leur lutte leur vaudrait l'attention de la communauté internationale.

La contestation politique estudiantine avait pris une telle ampleur que les forces de sécurité et les renseignements avaient investi le campus universitaire. C'est dans ce contexte que des étudiants accusés d'être des indicateurs de la police, furent immolés par le feu. Ces actes sonnèrent le glas du « Parlement » dont les leaders trouvèrent d'abord refuge à la Délégation de la CEE avant d'être exfiltrés du pays, vraisemblablement vers le Burkina Faso. Là, des dissensions d'une certaine gravité auraient entraîné le démembrement du groupe dont les membres trouvèrent l'asile politique dans d'autres pays. Il en est ainsi de Nene Fadimatou, désormais installée à Abidjan où elle occupe son temps entre un emploi décent, une grande implication dans la promotion féminine et la famille qu'elle a fondée en terre ivoirienne. Souvent en visite dans sa famille à Ngaoundéré, la belle sahélienne en jeans, chemisette et baskets a cédé la place à la jeune dame recouverte de son pagne traditionnel, certes assagie mais toujours soucieuse de justice et d'espoir pour les jeunes. Le « Général Schwarzkopf » quant à lui vit désormais aux Etats-Unis. Devenu leader de la Coordination des Etudiants (pendant de la Coordination de l'Opposition), Senfo Tonkam est passé par les cellules et les tribunaux avant de trouver refuge à Berlin où il est un orateur actif des débats relatifs au Cameroun.

#### **De la rue à la reconnaissance, de la reconnaissance à la déchéance : deux figures antinomiques**

Pour « enterrer » le RDPC, l'opposition politique au Nord-Cameroun avait besoin de mobiliser la rue, ces jeunes désœuvrés et sans lendemain, qui avaient maille à partir avec le bilan économique du gouvernement. Le Cameroun subissait les effets pervers de la crise économique,

---

<sup>31</sup> *Le Messenger*, n° 261 du 7 mai 1992.

les concours permettant l'accès à la fonction publique étaient suspendus, les entreprises parapubliques n'embauchaient pas, le secteur informel proliférait mais n'enrichissait pas. Pour rentabiliser le courroux de ces jeunes, il fallait trouver des voix auxquelles ils s'identifieraient, des voix dans lesquelles ils reconnaîtraient un des leurs. A Maroua, l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès, principal parti de l'opposition dans le Nord, misa sur Hamadou Adj. Le RDPC moribond et inquiet, auquel la rue promettait l'ensevelissement<sup>32</sup>, entendait gagner une partie de la jeunesse à sa cause ; c'est ainsi qu'autour de Sali Dairou s'est organisée une résistance mobilisant entre autres des jeunes ayant un certain capital de sympathie parmi les jeunes en même temps qu'ils appartiennent à la classe moyenne grâce à un emploi dans la fonction publique ou à leurs activités économiques. L'une de ces figures est Habib Fabrice. Hamadou Adj et Habib Fabrice appartiennent à la même classe d'âge. Au moment de l'ouverture démocratique au début des années 1990, ils avaient à peine vingt cinq ans. Tous les deux étaient des *suka'en*, car ils n'étaient pas anonymes à Maroua.

Hamadou Adj avait l'élégance, le charme et le verbe du dragueur, il savait se faire aimer, il avait le mot juste pour l'apprenti, l'élève et l'aide-boucher, il savait remonter le moral des déprimés et son voisinage le dit assidu aux lieux de joie et de peine. Il avait une parfaite maîtrise des subtilités linguistiques du « foulfouldé de Maroua » qui sait prendre des raccourcis pour encenser l'allié ou dénigrer l'adversaire tout en maintenant un certain sens de la mesure. Son français était facile à comprendre, car ce sans diplôme avait un vocabulaire fonctionnel, juste ce qu'il faut pour communiquer aisément, comprendre et se faire comprendre. En 1987, Hamadou Adj avait donné du plaisir aux jeunes en manageant une équipe du championnat de vacances, AS Abattoir réputée équipe des « voyous » (*buu'daaje*) qui remporta le championnat. Ce fait, doublé de sa nature attrayante, lui vaudra l'adhésion des jeunes quand, trois ans plus tard, il prit la tête de la contestation politique aux côtés de Hamadou Amadou dit *Jaaman* (réparateur de téléviseurs), de Baaba Naadé, de Hamadou Malloum et de Hamadou Moustapha (vice-président national de l'UNDP). Aux élections législatives de 1992, L'UNDP rafla tous les sièges du Diamaré et remporta le second score au niveau national derrière le RDPC. Hamadou Adj avait brigué la présidence de la section du parti pour le Diamaré : trop jeune selon la hiérarchie du parti. En 1995, l'UNDP renouvela ses organes de base. Deux listes concurrentes s'opposèrent : celle de Hamadou Adj le jeune contre celle de Adama Sadjo l'ancien. A la mobilisation des signes extérieurs d'aisance matérielle de l'ancien haut cadre de la Société Camerounaise de Banque, le camp Hamadou Adj opposa la mobilisation populaire, la ferveur juvénile et un discours basé sur l'engagement bénévole de son leader. La voix du peuple de l'UNDP porta son dévolu sur Hamadou Adj. L'année d'après, intervint une scission au sein du parti à la suite de l'entrée unilatérale au gouvernement du vice-président Hamadou Moustapha et du secrétaire du parti Issa Tchiroma. Exclus de l'UNDP pour trahison, ils fondèrent l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès (ANDP). En 1996, Hamadou Moustapha entreprit une tournée politique de son nouveau parti à Maroua. L'UNDP conduite par Hamadou Adj lui barra la route à l'entrée de la ville. Il s'ensuivit des violences qui valurent à Hamadou Adj d'aller en prison, la Mecque des politiciens en devenir. Son aura en tira partie car depuis lors les jeunes de Maroua le surnomment *Mandela amin*, notre Mandela. Au sortir de la prison, il conduisit l'UNDP à la victoire aux élections municipales de 1996 et devint président du conseil municipal de la commune urbaine de Maroua, cependant flanqué d'un délégué du gouvernement qui en est le véritable maire. En 2002, son nom fut cité dans la presse comme potentiel candidat à l'élection présidentielle. A la faveur de la signature de la plateforme politique par laquelle l'UNDP entra dans la majorité présidentielle au sein du gouvernement, Hamadou Adj rentra dans la grande

---

<sup>32</sup> Le sigle du parti gouvernant avait été transformé en foulfouldé en *ardeepusee* (avancez, cassez). Les jeunes disaient *RDPC waati saadi*, le RDPC est obsolète et a crevé tel un animal.

sphère de l'appareil d'Etat camerounais. Il n'occupe aucun poste de responsabilité, mais l'on sait que désormais il est un notable de la république.<sup>33</sup>

Hamadou Adjii et Habib Fabrice c'est *soft power* opposé au *hard power*. Dans l'extrême-nord du Cameroun, les gens respectent ceux qui les respectent, mais aussi ceux qui se font respecter. Plutôt épais et respirant la force physique, agressif, viril dans le propos comme sur les stades de football, autoritaire et mondain, Habib distribuait les coups de poing comme il distribuait les billets de banque. Généreux envers ceux qui le respectaient et répressif envers ceux qui le contariaient, ce garçon terrible avait à son actif une litanie de bagarres, de mâchoires déformées, de plaintes au commissariat et d'expulsions de l'aire de jeu. Pas brillant en classe, il avait quitté l'école au collège pour entrer dans les services de la douane dont il gravit rapidement les échelons. En aval, Habib s'était constitué une sorte de cour constituée de jeunes clients prompts à courber l'échine pourvu que ce soit un exercice générateur de revenus. En amont, il était dans le cercle rapproché du ministre de la fonction publique Sali Dairou, tandis que le procureur de la république de Maroua était son compagnon de tous les jours. Aimant sa ville comme un patriote, il s'offusqua que Maroua soit en marge du championnat de première division de football du Cameroun, alors que la jeunesse y est férue du ballon rond. Alors il créa Olympique de Maroua qui, rapidement, décrocha son billet pour la première ligue camerounaise. A chaque fois qu'il faisait son entrée dans l'arène du stade municipal de Maroua, la foule reconnaissante et la jeunesse exaltée scandaient son nom : « Président Habib, Président Habib, Président Habib ». Le cœur de la rue balançait entre « Hamadou Adjii qui nous respecte et Habib que nous respectons aussi »<sup>34</sup>. Ne faisant pas mystère de son engagement militant au sein du RDPC, Habib contribua, selon nombre d'avis recueillis à Maroua, à rehausser l'image du parti au pouvoir. Mais à la fin des années 1990, quand les flammes des luttes politiques s'éteignirent pour faire la place à la « démocratie apaisée », l'Etat entreprit de régler ses comptes avec les fauteurs de troubles, en l'occurrence les patrons du crime organisé, ses ouvriers, ses commanditaires. En 1998, concomitamment au déploiement du GPIG dans l'Extrême-Nord, Habib agressa personnellement un cadre de l'Association Néerlandaise de Développement (SNV) alors en poste à Maroua pour arracher son véhicule tout-terrain facilement cessible dans les pays voisins. Laissé pour mort, la victime avait identifié son agresseur. Habib fut appréhendé à Bertoua et transféré à Maroua. Selon des sources militaires, au cours de l'interrogatoire auquel il avait été soumis hors de la ville de Maroua que profitant d'une impression de distraction des soldats, il bondit sur une arme, ne laissant d'autre choix à l'un des soldats que d'ouvrir le feu. Ainsi périt Habib Fabrice. A posteriori, l'on comprit qu'il fut l'un des animateurs de la grande criminalité qui sévissait à l'état endémique au Nord-Cameroun depuis la fin des années 1980.

## Conclusion

La ville et les zones frontalières du bassin du Lac Tchad et d'Afrique centrale ont vu émerger et mûrir une criminalité endémique, participant d'un entreprenariat d'insécurité polysémique et tentaculaire. Les frontières ne limitent pas les mouvements de l'économie illégale, elles les favorisent plutôt. C'est ainsi qu'un foisonnement d'activités allant de la contrebande au trafic de voitures volées, d'enfants et autres entretiennent des modes de production basés sur la transmigration, les réseaux transfrontaliers, la liaison entre les acteurs basés dans les villes de l'intérieur et leurs relais dans les zones frontalières. Produit de la crise économique, du recul de l'autorité de l'Etat et des guerres civiles qui ont essaimé dans la région au cours des quatre dernières décennies, cette économie illégale attire du fait sa rentabilité. Les jeunes y prennent une part active en tant que main d'œuvre certes, mais aussi en tant que leaders de leur entreprise. A côté de ces leaders du crime organisé, ont émergé des jeunes leaders politiques dont l'ascension

---

<sup>33</sup> Entretiens, observation.

<sup>34</sup> Entretiens, Maroua, août 2006.

vers les hautes sphères de l'Etat bute sur de nombreux obstacles, mais qui persévèrent dans la quête effrénée de respectabilité, de changement, d'accumulation. Tout au long de ce texte, j'ai tenté de montrer que le moule de la représentation sociale de ce que doit être et doit faire un jeune traverse le temps pour faire de la culture de l'audace le moteur du leadership jeune, tandis que le contexte économique et politique d'une part et les ambitions personnelles d'autre part déterminent la modalité d'action.